

Emetteur de la créance
COMMUNE DE LIMOGNE EN QUERCY

9 PLACE DE LA MAIRIE

46260 LIMOGNE EN QUERCY

Téléphone : 05 65 31 50 01

Horaires d'ouverture : 9h-12h / 13h30-16h30

Mél :



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AVIS DES SOMMES A PAYER

Ampliation de titre de recette

Centre des Finances publiques

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CAHOR

83 RUE VICTOR HUGO

46002 CAHORS CEDEX 9

Comptable en charge du recouvrement

Centre des Finances publiques

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CAHOR

83 RUE VICTOR HUGO

46002 CAHORS CEDEX 9

Téléphone: 05 65 35 09 04

Horaires d'ouverture : Lundi, Jeudi, Vendredi : de 8h30 à

12h

Mél :

7037-003267-0008-2



VARADETO
LE MEJA
46260 VARAIRE

Madame, Monsieur,

En application des articles L.252 A du livre des procédures fiscales et L.1617-5, D. 1617-23, R. 2342-4, R. 3342-8-1 et R. 4341-4 du code général des collectivités territoriales, j'ai émis et rendu exécutoire un titre de recette pour recouvrer la créance dont les caractéristiques sont les suivantes :

Références à rappeler

Budget	Exercice	N° bordereau	N° titre
03500	2025	72	912

Date d'émission du titre de recette : 28/11/2025

PAYER EN LIGNE PAR CARTE BANCAIRE OU PRELEVEMENT SUR PAYFIP :

www.payfip.gouv.fr

Identifiant structure publique : 063435

Référence : 2025-912-1

Objet	Prix unitaire	Qté 1	Qté 2	Montant total HT	TVA	Montant TTC
Redev. d occupation du domaine public-28/11/2025	744,90			744,90	0,00	744,90
TOTAL GENERAL						744,90€

À compter du présent avis, vous disposez d'un délai de :

- trente jours pour payer cette somme au comptable public selon les modalités détaillées ci-dessous ;
- deux mois pour éventuellement contester ce titre de recette, selon les modalités détaillées au verso.

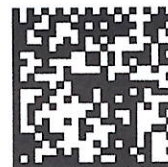
Mes services se tiennent à votre disposition pour tout renseignement supplémentaire.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

VIALETTE JEAN-CLAUDE Maire

Feuillet 1 sur 1

Pour payer par smartphone, flasher ce code



Application : HELIOS

Avis des sommes à payer

SOMME A PAYER EN EUROS : 744,90

Références

Poste : 046003

Titre de recette : 03500-2025-912

VARADETO
LE MEJA
46260 VARAIRE

N° Emetteur : A04611
COMMUNE DE LIMOGNE EN
QUERCY *

TALON DE PAIEMENT

CENTRE D'ENCAISSEMENT
DES FINANCES PUBLIQUES
TSA 73980
92894 NANTERRE CEDEX 9

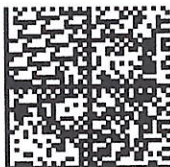
NE RIEN INSCRIRE SOUS CE TRAIT - NE PAS PLIER

000000035256

850033000159 25100000009120000010460035923806

74490

Pour utiliser les
autres modes de
règlement, voir
au verso.



Autres moyens de paiement

PAR VIREMENT BANCAIRE

Vers le compte bancaire du comptable public :
BIC : BDFEFRPPCCT
IBAN : FR643000100246C463000000042

Indiquez, en zone objet / libellé les références suivantes :
03500-2025-912

PAR CARTE BANCAIRE

Munissez-vous de votre avis, au guichet du :
CENTRE FINANCES PUBLIQUES
CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES DE CAHOR
Tél : 05 65 35 09 04
Horaires d'ouverture :
Lundi, Jeudi, Vendredi : de 8h30 à 12h

PAR CHEQUE BANCAIRE

En Euro à l'ordre du Trésor public, et tiré exclusivement sur une banque française. Joignez le talon de paiement non signé et non agrafé, sans aucun autre document. Le tout est à envoyer à l'adresse mentionnée sur le talon de paiement.

En numéraire (dans la limite de 300€) ou carte bancaire, avec cet avis auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site <https://www.impots.gouv.fr/portail/paiement-de-proximite>)

PAR PRELEVEMENT - Si vous souhaitez que vos dettes futures soient prélevées automatiquement sur votre compte bancaire, et si la collectivité offre cette possibilité, la démarche est la suivante : Contacter l'établissement émetteur de l'avis pour plus d'informations (possibilités de modalités de règlement selon l'établissement : en numéraire, par chèque bancaire ou postal, par PayFiP, par prélèvement automatique)..

Comment contester ou vous renseigner sur votre dette envers l'organisme public :

> Pour tout renseignement complémentaire sur la créance dont le paiement vous est réclamé, vous devez contacter le service émetteur de la créance indiqué au recto du présent avis ;

Contestation : vous devez déposer un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois suivant la réception de l'avis. Poursuites : toute somme non acquittée fera l'objet de poursuites. Vous devez déposer un recours devant le juge de l'exécution mentionné aux art. L.213-5 et L.213-6 du code de l'organisation judiciaire dans un délai de 2 mois suivant la notification de l'acte contesté.

Toute somme non acquittée dès la réception du présent avis fera l'objet de poursuites engagées par le comptable public indiqué au recto (seul celui-ci peut accorder un délai de paiement dans des cas exceptionnels dûment justifiés par vous).

En cas de contestation, contacter le service dont les coordonnées figurent au recto.

Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, vous pouvez:

- Si votre contestation porte sur le bien-fondé de la créance saisir les juridictions administratives ou judiciaires dans les conditions fixées à l'article L.1617-5 1° du code général des collectivités territoriales: «l'action (...) pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois à compter de la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite»

- Si votre contestation porte sur la régularité d'un acte de poursuite:

- Saisir au préalable l'administration dont dépend le comptable qui exerce les poursuites dans les deux mois de la notification de l'acte conformément aux dispositions des articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales (LPF) avant saisine des juridictions. La contestation portant sur l'exigibilité de la somme réclamée doit être soulevée sous peine d'irrecevabilité dans les deux mois du premier acte de poursuite permettant de l'invoquer (article R.*281-3-1 du LPF);
- Si vous n'avez pas obtenu satisfaction, saisir les juridictions compétentes dans un délai de deux mois dans les conditions fixées aux articles L.1617-5 2° du code général des collectivités territoriales, L.281 et R.*281-1 et suivants du livre des procédures fiscales.

- Ou vous adresser au Médiateur des ministères économiques et financiers par Internet:

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur/demande-mediation/formulaire> ou par courrier postal (BP 60153 14010 CAEN Cedex 1). *La médiation ne suspend ni les délais de recours juridictionnels ni les effets du présent acte.*